

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DÉCLASSEMENT DU LYCÉE LAZARE-PONTICELLI

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION	7
CP 2022-073 modifiée	8

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région est propriétaire depuis 2010 du Lycée Lazare-Ponticelli. Ce lycée a été fermé et désaffecté en 2019 par arrêté du préfet de Région, en raison, d'une part, d'une modification de la carte scolaire, et d'autre part, de désordres structurels affectant l'immeuble.

Ces désordres n'affectant qu'une partie de l'immeuble, le lycée Lazare-Ponticelli a accueilli de façon temporaire, pour 24 mois et sur décision expresse du préfet de région, les élèves de la cité scolaire du Lycée Gabriel Fauré dont l'établissement était en travaux.

Le préfet de Région a prononcé la désaffectation du site dans un arrêté préfectoral du 08 novembre 2019, à effet du 12 novembre 2021. Depuis cette date, le lycée n'a plus accueilli d'élèves et n'a pas été réaffecté à une mission de service public régional ou d'enseignement.

Un projet de reconversion en CFA est envisagé pour faire revivre ce site vacant. La Région n'ayant pas vocation à gérer un service public de formation par apprentissage, et en l'absence d'affectation à une mission de compétence régionale, il est proposé de prononcer le déclassement du domaine public régional du Lycée Lazare-Ponticelli afin d'envisager sa valorisation par le biais d'une cession future.

Compte-tenu de ces éléments contextuels et de la charge financière excessive, liée notamment à l'entretien et à la maintenance de ce site vacant, il est proposé aux membres de la commission permanente :

- De prendre acte de la désaffectation du site depuis le 12 novembre 2021,
- De prononcer le déclassement du domaine public régional du Lycée Lazare-Ponticelli, sis, 92 rue Barrault à Paris (75 013), cadastré section DM n°05, afin de permettre la mise en œuvre d'un projet de valorisation de ce site par la Région.

En outre, La Région est parfois sollicitée en vue d'occupations temporaires de ses propriétés dans le cadre de la réalisation de travaux mitoyens. La portée limitée aux occupations des lycées dans la délibération CP 2022-073 du 28 janvier 2022 ne permet pas de faire droit aux sollicitations relatives à d'autres propriétés régionales et impose, faute de tarification en vigueur, de refuser toute demande ne portant pas sur une occupation de lycée.

Cette différenciation crée à la fois une perte de recettes pour la collectivité mais aussi une inégalité de traitement des demandes à laquelle il convient de remédier.

Il est donc proposé à la Commission Permanente :

- De modifier l'article 2 de la délibération n° CP 2022-073 du 28 janvier 2022 relative à la gestion foncière et conventions relatives aux EPLE afin de lui donner une portée plus générale.

-

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

DÉCLASSEMENT DU LYCÉE LAZARE-PONTICELLI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2111-1 et suivants, L.2141-1 et L.2125-1 et suivants ;

VU la circulaire NOR INTB8900144C du 09 mai 1989 relative à la désaffectation des écoles, collèges et lycées ainsi qu'à leur changement d'utilisation sans désaffectation préalable ;

VU les arrêtés préfectoraux IDF-2019-09-20-008 du 20 septembre 2019 et IDF-2019-11-08-001 du 08 novembre 2019 portant désaffectation du service public d'enseignement du Lycée Lazare-Ponticelli ;

VU la délibération CP 2019-302 du 25 juin 2019 relative à la désaffectation du Lycée Lazare-Ponticelli ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération CP 2022-073 du 28 janvier 2022 relative à la gestion foncière et conventions relatives aux EPLE ;

VU l'acte administratif en date du 08 avril 2010 portant transfert de propriété du Lycée Lazare-Ponticelli de l'Etat à la Région ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-237 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Constate la désaffectation du Lycée Lazare-Ponticelli, sis 92 rue Barrault à PARIS (75 013), cadastré section DM n°05, depuis le 12 novembre 2021, suite à l'arrêté préfectoral IDF-2019-11-08-001 portant désaffectation du lycée Lazare-Ponticelli de sa mission de service public d'enseignement.

Prononce le déclassement du domaine public régional de cette emprise.

Article 2 :

L'article 2 de la délibération CP 2022-073 du 28 janvier 2022 portant sur la gestion foncière et les conventions relatives aux EPLE est modifié comme suit : « *Fixe un montant de redevance de 14 € nets par mètre carré occupé par mois pour les occupations d'emprise foncière des propriétés régionales consenties à des opérateurs privés en vue de la réalisation de travaux mitoyens, dont la durée d'occupation n'excède pas un an et dont le montant total de la redevance due n'excède pas un montant de 50.000,00 € net pour toute la durée d'occupation* ».

La délibération précitée dans sa version modifiée est jointe en annexe à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

CP 2022-073 modifiée

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-073

DU 28 JANVIER 2022

GESTION FONCIÈRE ET CONVENTIONS RELATIVES AUX EPLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 modifiant l'article L 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques ;

VU la délibération n°CR 83-06 du 6 octobre 2006 de mise en oeuvre de la loi du 13 août 2004 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-056 du 21 janvier 2021 relative à la gestion foncière des EPLE, aux conventions relatives à des EPLE, et de fixation de redevances dans le cadre de conventions d'occupation d'EPLE ;

VU les orientations stratégiques de la Région ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-073 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,


Article 1 :

Fixe, dans le cadre de l'article L. 214-6-2 du code de l'éducation, le montant dû à la Région par l'Université Sorbonne Paris-Nord pour l'occupation de locaux et équipements scolaires du nouveau lycée de Pierrefitte-sur-Seine (93) pour le 1^{er} semestre 2022 à la somme de 6 360 € nets.

Article 2 :

Fixe un montant de redevance de 14 € nets par mètre carré occupé par mois pour les occupations d'emprise foncière des propriétés régionales consenties à des opérateurs privés en vue de la réalisation de travaux mitoyens, dont la durée d'occupation n'excède pas un an et dont le montant total de la redevance due n'excède pas un montant de 50.000,00 € net pour toute la durée d'occupation.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1135994-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.